

## Investissement : Le projet de Sama Dubaï sera-t-il enfin relancé?



**La fin du malentendu avec les Emirats à propos de la participation d'Ennahdha au gouvernement tunisien va-t-elle relancer le projet de Sama Dubai, suspendu depuis 2009?**

Par **Abderrazek Krimi**

Depuis quelques mois, on a commencé à parler de négociations entre la partie tunisienne et la société Dubai Holding, plus connue sous la nomination de Sama Dubai, pour une éventuelle relance du projet de la Porte de la Méditerranée, qui devait être érigé sur les berges du lac sud de Tunis.

Ce projet, qui consiste dans la construction d'une nouvelle ville pouvant accueillir 250.000 habitants pour un investissement qui atteindrait 25 milliards de dollars, a été lancé en grandes pompes en 2007 et aussitôt suspendu sous l'effet de la crise financière de 2008 et d'autres facteurs en relation avec la corruption des clan des Ben Ali et Trabelsi.

Ce projet de centre résidentiel, commercial et touristique comporte, entre autres composantes, l'aménagement d'un port de plaisance d'une capacité d'accueil de 1300 à 1500 bateaux et devrait offrir entre 150.000 et 200.000 emplois. Après avoir suscité de grands espoirs, il n'a pas arrêté d'alimenter les débats et même les controverses, surtout après la révolution de 2011. Si certains y voient un levier qui aidera à faire décoller l'économie tunisienne en panne et à résorber une partie des demandes d'emploi, d'autres pensent, au contraire, qu'il constitue une atteinte inacceptable à la souveraineté nationale, puisqu'en vertu des accords conclus entre Sama Dubai et l'Etat tunisien en 2007, ce dernier doit céder, au millime symbolique et pour 90 ans, les terrains sur lesquels sera installé le projet, et ce conformément à une loi approuvée par le parlement.

La relance, depuis quelques années, du projet du Port financier de Tunis, situé près de la plage de Raoued, piloté par Tunis Bay Project Compagny et financé par la Gulf Financial House, une banque d'investissement du Bahreïn, qui était lui aussi suspendu, a redonné à la partie tunisienne l'espoir d'une relance du projet Sama Dubai, un espoir qui s'est, cependant, heurté à des réticences du côté des Emiratis qui n'ont pas apprécié la participation du parti islamiste Ennahdha au gouvernement malgré sa défaite aux législatives de 2014.



Les Emirats arabes Unis, on le sait, ont affiché, depuis l'avènement des révolutions arabes, leur hostilité à l'accès au pouvoir des partis d'obédience islamiste. En 2013, ils se sont d'ailleurs empressés de voler au secours de l'Égypte dès que le général Abdelfattah Morsi a destitué l'ancien président Mohamed Morsi, issu des Frères musulmans. Ils espéraient même un scénario similaire en Tunisie, qui n'eut pas lieu.

La rencontre du ministère des Affaires étrangères tunisien, Khemaies Jhinaoui, avec son homologue des Emirats, Cheikh Abdullah Bin Zayed Al Nahyan, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, lors de la visite du chef de la diplomatie tunisienne à Abou Dhabi, les 1er et 2 février, semble avoir aidé au dégel des relations bilatérales. Premier fruit de ce dégel: l'annonce officielle par les autorités des Emirats, 10 jours après cette visite, de la levée des restrictions concernant l'octroi des visas aux Tunisiens désirant de se rendre à leur territoire.

Hassen Bali, président de l'Association d'amitié tuniso-émirat, qui voit d'un bon oeil ce réchauffement des relations entre Tunis et Abou Dhabi, a déclaré hier, dimanche 19 mars 2017, que les négociations engagées entre les parties tunisienne et émiratie vont bientôt aboutir à une décision de relance du projet, d'autant que le malentendu né de la participation d'Ennahdha au gouvernement semble être enfin dissipé.

M. Bali a, par ailleurs, déclaré, que ce projet, dont l'impact financier et économique sera important, commence déjà à susciter l'intérêt des entrepreneurs et des dirigeants politiques tunisiens, qui espèrent en tirer un maximum de profit.

#### **Articles liés:**

Raoued : Inauguration du projet de Port Financier de Tunis

Tunisie-Emirats : Désaccords persistants au sujet du projet de Sama Dubai